

Location d'exposition

DROITS ET LUTTES DES FEMMES



• Exposition réalisée par le Collectif Ne Rougissez Pas! en 2020 •



NE ROUGISSEZ PAS!

Ne Rougissez Pas! est un **collectif d'artistes**, créé en 2011 suite à la volonté de rendre les pratiques artistiques accessibles et de mêler différents corps de métiers artistiques, **de l'art visuel au design d'objet, en passant par la vidéo.**

Ne Rougissez Pas! s'appuie sur une pratique sans cesse mouvante, dont l'invention part de deux principes : un **mélange de savoir-faire artistiques** servant une **création collective, participative et politique.**

Le collectif pense les pratiques artistiques à la fois comme des **médiums qui génèrent du lien et du partage**, mais également comme des **moyens pour interpeller sur des thématiques sociales.** C'est pourquoi les **participant-es sont placé-es au centre de la démarche créative**, afin de réfléchir ensemble à la manière de vivre dans notre environnement.

Ne Rougissez Pas! tend à rendre les **pratiques artistiques accessibles à tous-tes, dans une démarche d'éducation populaire, de faire ensemble et d'émancipation citoyenne.**

LA TRACTERIE

Un **espace de vie sociale et culturelle** ouvert à tous-tes tous les mercredis et les samedis après-midi, porté par le collectif Ne Rougissez Pas!. Un lieu de convivialité où est proposé des boissons et des objets issus de l'économie sociale et solidaire, à prix accessible.

C'est un **lieu d'apprentissage** autour des **pratiques artistiques et artisanales** à travers des **cycles d'ateliers participatifs** pour les enfants, les adultes et les familles autour de la sérigraphie, des arts visuels, du design d'objet en bois, de la linogravure, du graphisme, etc.

C'est aussi un **lieu de création, d'exposition et de rencontres** pour faire autrement. Avec la volonté d'entremêler au quotidien, le lien social, l'expérimentation, la création artistique et la conscience politique dans le quartier du Petit-Ivry.



PROJET D'ENSEMBLE SUR LES FEMMES

Depuis 2020, notre collectif Ne Rougissez Pas! a mené un long **travail de recherches concernant les droits et luttes des femmes en France.** Après un constat collectif du manque d'ouvrages ou de productions recensant ces événements marquants, nous avons souhaité faire des projets artistiques pour mettre en avant ces différentes avancées.

Plus spécifiquement, nous avons mené différents **ateliers participatifs avec des groupes de femmes d'Ivry**, dont certaines de la Maison de Quartier du Petit-Ivry, afin de réaliser des productions graphiques sur les droits des femmes. Des **affiches ont été faites dans le but de représenter et valoriser ces événements** à travers le regard singulier des participantes.

Aussi, nous sommes persuadé-es que l'art est un outil indispensable pour agir, informer et échanger autour de sujets primordiaux comme les droits des femmes. Diffuser ces événements marquants était essentiel à nos yeux. C'est pourquoi nous avons réalisé **des expositions et un jeu**, dans la volonté de **rendre visible la place et la représentation des femmes**, avec une **perspective historique** et une **intention graphique et didactique.**

CONTEXTE DE L'EXPOSITION

Le projet d'ensemble « Droits et luttes des femmes » s'est déroulé **entre 2020 et 2024 à La Tracterie**, notre atelier-café, situé dans le quartier du Petit-Ivry à **Ivry-sur-Seine.** Plus spécifiquement, nous avons réalisé différents projets sur plusieurs temporalités :

- **Des ateliers participatifs** menés avec différents groupes de femmes dont la Maison de Quartier du Petit-Ivry en février 2020.
- **Une exposition « Droits et luttes des femmes »** à La Tracterie qui a eu lieu du samedi 07 mars au samedi 14 mars 2020.
- **Une exposition « Les femmes s'affichent »** à La Tracterie qui a eu lieu du mardi 08 mars au mercredi 30 mars 2022.
- **Un jeu de cartes « Histoire et Luttes des femmes »** réalisé par notre collectif en mars 2024.

CONTENU DE L'EXPOSITION

- **Des ressources didactiques** composées de **6 kakémonos** qui recensent les droits et luttes des femmes en France découpés en 6 thématiques : éducation, corps, famille, travail, protection et politique.
- **Une dizaine d'affiches faites** par des groupes de **femmes ivryennes**, à la main avec des outils de composition, de typographies et d'iconographies existantes, pour représenter les droits et luttes des femmes.
- **Un calendrier perpétuel** sur les droits et luttes des femmes : **objet graphique et didactique** réalisé par notre collectif.
- **Un jeu de cartes** pour apprendre en s'amusant les événements marquants en France sur les droits et luttes des femmes fait et produit par notre collectif.
- **Une vidéo filmée** par notre collectif **d'une marche contre les violences sexistes et sexuelles** dans la volonté d'archiver et de visibiliser les luttes féministes actuelles.

ÉDUCATION

1836 Organisation de l'enseignement primaire pour les filles.

1850 Loi Falloux sur la « création obligatoire d'écoles primaires de filles » dans les communes de 800 habitants, pour « celles qui en ont les moyens ».

1867 Loi Duruy qui « réorganise le programme de l'enseignement primaire féminin et des écoles primaires de filles publiques et laïques » étendue aux communes de plus de 500 habitants.

1880 Loi Sée sur « la création de l'enseignement secondaire laïque pour les filles » (collèges et lycées auxquels seules les plus fortunées y accèdent). L'enseignement est différent de celui des garçons et s'articule autour de cinq ans d'études au lieu de sept.

1924 Uniformisation des programmes scolaires masculins et féminins et création d'un baccalauréat unique.

1938 Loi sur la « suppression de l'incapacité civile » ce qui permet aux femmes de s'inscrire à l'université sans l'autorisation de leur mari. (Dès 1804, il est inscrit dans le Code civil que la femme a une incapacité civile : « le mari doit protection à la femme, la femme doit obéissance à son mari »).

1975 Loi Haby et de ses décrets d'application (1976) qui instaurent « l'obligation de mixité dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire publics ».

Exposition « Les femmes s'affichent » • DU 8 MARS AU 30 MARS 2022 • Collectif Ne Rougissez Pas!

Kakémono de dates marquantes sur l'éducation.

Loi Falloux sur la « création obligatoire d'écoles primaires de filles » dans les communes de 800 habitants, pour « celles qui en ont les moyens ».

1850

Loi Duruy qui « réorganise le programme de l'enseignement primaire féminin et des écoles primaires de filles publiques et laïques » étendue aux communes de plus de 500 habitants.

1867



Uniformisation des programmes scolaires masculins et féminins et création d'un baccalauréat unique.

1924

CORPS DES FEMMES

1909 Loi Engerand sur le « droit à un congé non rémunéré » pour la protection de la maternité et pour conserver son emploi, mais sans être rémunérée. Les salariées acquièrent un droit (facultatif) à 8 semaines de congés sans rupture du contrat de travail.

1913 Loi Strauss qui « accorde aux femmes enceintes le droit à un congé assorti d'une indemnité » et qui acte l'obligation du congé maternité (postnatal) pour les salariées comme pour les employeurs.

1946 Le congé maternité passe à 14 semaines. La même année, les salariées perçoivent enfin directement les indemnités journalières, alors qu'auparavant l'argent était versé à leur mari.

1961 Ouverture clandestine des premiers centres du Planning familial. lieux d'accueil et d'information : le premier à Grenoble, le 10 juin et le second à Paris, le 27 octobre.

1966 Interdiction de licencier une femme enceinte ou en congé de maternité, pendant les 12 semaines suivant son accouchement.

1970 Le congé maternité est indemnisé à 90 % du salaire par l'assurance maladie pour l'ensemble des salariées.

1970 Naissance du Mouvement de Libération des Femmes (MLF) qui revendique principalement la libre disposition de leurs corps et la reconnaissance de la place des femmes dans la société.

1970 Création de l'association Choisir par l'avocate Gisèle Halimi pour défendre les femmes inculpées pour avoir avorté, puis plus généralement, pour promouvoir le droit de disposer de son corps.

1972 Loi Veil pour l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG), pour une période probatoire de 5 ans, qui autorise l'avortement qui était interdit et considéré comme un crime depuis 1920 et puni de mort depuis 1942. Quelques restrictions sont stipulées dans cette loi, comme la pratique unique des IVG qu'en milieu hospitalier, le non-remboursement par l'assurance maladie et le droit d'invoquer son droit de conscience pour refuser de pratiquer l'opération par le personnel médical.

1975 La femme est déclarée seule juge de la nécessité de recourir à l'IVG par l'arrêt Lahache.

1981 Suppression de deux articles du code pénal qui maintenaient une « différence dans la majorité sexuelle des hétérosexuels et des homosexuels » et « aggravait l'outrage public à la pudeur pour les actes homosexuels ».

2001 Loi Aubry sur « l'augmentation du délai légal de l'IVG de 10 à 12 semaines » ainsi que la « suppression de la nécessaire autorisation pour mineure ».

2001 Loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.

2013 Loi Vallaud-Belkacem qui « supprime la condition de détresse avérée » que la loi de 1975 exigeait pour ouvrir droit à une IVG.

2014

1909

1913

1946

1961

1966

1970

1970

1972

1975

1981

1982

2001

2001

2002

2013

2014

Loi Roudy propose de rembourser « des frais afférents à l'IVG par la Sécurité Sociale » avec différentes modalités de financement de cette mesure.

Loi Neiertz sur la « création du délit d'entrave à l'IVG » et qui dépénalise le délit l'auto-avortement.

Loi sur « l'autorisation de la délivrance, sans ordonnance, des contraceptifs d'urgence non susceptibles de présenter un danger pour la santé ».

Délivrance gratuite et anonyme de la contraception d'urgence, par les pharmaciens, aux mineures qui en font la demande.

Remboursement de l'IVG à 100 % par la Sécurité Sociale ainsi que la revalorisation du tarif de l'acte médical pour augmenter le nombre de praticiens.

Exposition « Les femmes s'affichent » • DU 8 MARS AU 30 MARS 2022 • Collectif Ne Rougissez Pas!

Kakémono de dates marquantes sur le corps des femmes.



La femme est déclarée seule juge de la nécessité de recourir à l'IVG par l'arrêt Lahache.

1981

Suppression de deux articles du code pénal qui maintenaient une « différence dans la majorité sexuelle des hétérosexuels et des homosexuels » et « aggravait l'outrage public à la pudeur pour les actes homosexuels ».

1982

Loi Aubry sur « l'augmentation du délai légal de l'IVG de 10 à 12 semaines » ainsi que la « suppression de la nécessaire autorisation pour mineure ».

2001

Loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.

2013

Loi Roudy propose de rembourser « des frais afférents à l'IVG par la Sécurité Sociale » avec différentes modalités de financement de cette mesure.

1982

Loi Neiertz sur la « création du délit d'entrave à l'IVG » et qui dépénalise le délit l'auto-avortement.

1993

Loi sur « l'autorisation de la délivrance, sans ordonnance, des contraceptifs d'urgence non susceptibles de présenter un danger pour la santé ».

2000

Délivrance gratuite et anonyme de la contraception d'urgence, par les pharmaciens, aux mineures qui en font la demande.

2002

VIE FAMILIALE

1792 Loi qui permet « le divorce par consentement mutuel » et mise en place du mariage civil.

1848 Fondation de la « Société pour l'émancipation des femmes » par Jenny d'Héricourt qui demande l'abrogation du Code civil de Napoléon et le rétablissement du droit au divorce.

1884 Loi Nacquet sur le « rétablissement du droit au divorce », qui avait été aboli par la loi de 1816.

1938 Suppression de l'incapacité juridique de la femme mariée dans le Code civil. (Dès 1804, il est inscrit dans le Code civil que la femme a une incapacité civile : « le mari doit protection à la femme, la femme doit obéissance à son mari »).

1965 Loi qui modifie le régime légal du mariage du couple se mariant sans contrat : « les femmes peuvent gérer leurs biens propres et exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari ».

1970 Loi sur « l'autorité parentale conjointe » qui supprime la notion de « chef de famille liée à la puissance paternelle ». Dans les couples mariés, elle est exercée par les deux parents. En cas de divorce, la garde est toujours attribuée à l'époux « innocent ».

1975 Réintroduction dans la loi du « divorce par consentement mutuel ». Elle dissocie le droit de garde (attribué à l'un des parents), du droit de surveillance, de visite et d'hébergement (attribué à l'autre).

1985 Loi sur « l'égalité dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs ».

1993 Loi qui affirme « le principe de l'exercice conjoint de l'autorité parentale à l'égard de tous les enfants, quelle que soit la situation des parents (mariés, concubins, divorcés, séparés) ».

2006 « Alignement de l'âge légal du mariage pour les garçons et les filles à 18 ans », au lieu de 15 ans pour les femmes et 18 ans pour les hommes, inscrit dans le Code civil depuis 1804.

Exposition « Les femmes s'affichent » • DU 8 MARS AU 30 MARS 2022 • Collectif Ne Rougissez Pas!

« Alignement de l'âge légal du mariage pour les garçons et les filles à 18 ans », au lieu de 15 ans pour les femmes et 18 ans pour les hommes, inscrit dans le Code civil depuis 1804.

2006

Kakémono de dates marquantes sur la vie de famille.

1792 Loi qui permet « le divorce par consentement mutuel » et mise en place du mariage civil.

1848 Fondation de la « Société pour l'émancipation des femmes » par Jenny d'Héricourt qui demande l'abrogation du Code civil de Napoléon et le rétablissement du droit au divorce.

1884 Loi Nacquet sur le « rétablissement du droit au divorce », qui avait été aboli par la loi de 1816.

1938 Suppression de l'incapacité juridique de la femme mariée dans le Code civil. (Dès 1804, il est inscrit dans le Code civil que la femme a une incapacité civile : « le mari doit protection à la femme, la femme doit obéissance à son mari »).



TRAVAIL

Loi sur la « libre disposition de son salaire par les femmes mariées », mais pas de gérer leurs autres biens.

Suppression de la notion de salaire féminin, qui permettait auparavant d'appliquer un salaire moindre aux femmes, face aux hommes, pour un travail égal.

Loi qui modifie le régime légal du mariage du couple se mariant sans contrat : « les femmes peuvent exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari et peuvent gérer leurs biens propres (ouvrir un compte bancaire) ».

Loi sur « la rémunération égale entre les femmes et les hommes », qui introduit le principe « à travail égal, salaire égal » dans le Code du travail.

Loi Roudy qui établit le principe de « l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » qui travaillent en entreprise. Cette loi contre la discrimination envers les femmes sur l'accès à l'emploi et le salaire d'un travail identique.

Loi Génisson sur « l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » qui actualise et renforce la loi Roudy de 1983 en définissant les axes de sa mise en œuvre pour remédier aux inégalités constatées.

Loi relative à « l'égalité salariale entre les femmes et les hommes » qui vise à supprimer les écarts de rémunération, à réconcilier vie professionnelle et vie familiale, à lutter contre les discriminations au travail et à améliorer la représentation des femmes dans le monde du travail.

Exposition « Les femmes s'affichent » • DU 8 MARS AU 30 MARS 2022 • Collectif Ne Rougissez Pas!

Kakémono de dates marquantes sur le travail.

Loi sur la « libre disposition de son salaire par les femmes mariées », mais pas de gérer leurs autres biens.

Suppression de la notion de salaire féminin, qui permettait auparavant d'appliquer un salaire moindre aux femmes, face aux hommes, pour un travail égal.

Loi qui modifie le régime légal du mariage du couple se mariant sans contrat : « les femmes peuvent exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari et peuvent gérer leurs biens propres (ouvrir un compte bancaire) ».



PROTECTION

1978

Ouverture du refuge « Flora Tristan » par l'association SOS Femmes Alternatives qui ouvre un premier lieu d'accueil pour femmes victimes de violences conjugales à Clichy.

1980

Loi sur le viol définissant « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui, par violence, contrainte, menace ou surprise comme une atteinte à la dignité de la victime ». Cette loi permet aussi aux associations de défense des droits des femmes de se constituer partie civile dans les procès.

1981

Ouverture de la Maison des Femmes à Paris, lieu d'accueil en non-mixité des femmes victimes de violences.

1985

Création du Collectif Féministe contre le viol (CFCV) et financé par l'État il remplit le rôle d'un service public.

1990

La Cour de cassation reconnaît le viol entre époux.

1992

Loi qui « définit l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail »

2003

Création de l'association Ni Putes Ni Soumises qui fait de la prévention contre les violences et de l'aide aux femmes victimes.

2004

Loi sur le divorce qui « introduit la procédure d'éviction du conjoint violent ».

2005

Loi sur le traitement de la récidive des infractions pénales qui « donne la possibilité au juge pénal d'ordonner à l'auteur de violences de résider hors du domicile ou de la résidence du couple ».

2006

Introduction de la notion de respect dans les obligations du mariage « mutuellement, les époux se doivent respect, mutualité et assistance ».

2006

Loi sur les violences conjugales qui « renforce la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs ».

2010

Loi sur les « violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants » avec la création de l'ordonnance de protection des victimes et du délit de harcèlement moral au sein du couple.

2012

Loi sur le « harcèlement sexuel ».

Exposition « Les femmes s'affichent » • DU 8 MARS AU 30 MARS 2022 • Collectif Ne Rougissez Pas !

Kakémono de dates marquantes sur la protection et la lutte contre les violences.

1978

Ouverture du refuge « Flora Tristan » par l'association SOS Femmes Alternatives qui ouvre un premier lieu d'accueil pour femmes victimes de violences conjugales à Clichy.

1980

Loi sur le viol définissant « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui, par violence, contrainte, menace ou surprise comme une atteinte à la dignité de la victime ». Cette loi permet aussi aux associations de défense des droits des femmes de se constituer partie civile dans les procès.

1981

Ouverture de la Maison des Femmes à Paris, lieu d'accueil en non-mixité des femmes victimes de violences.

1985

Création du Collectif Féministe contre le viol (CFCV) et financé par l'État il remplit le rôle d'un service public.



VIE POLITIQUE

août

1792

Rédaction de « la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne » par Olympe de Gouges.

1792

Fondation de l'Union Française pour le suffrage des femmes (UFSF), par Jeanne Schmahl, féministe engagée.

1909

Référendum auprès des femmes par le quotidien Le Journal afin de mesurer leur désir de voter. Plus de 500 000 réponses favorables sont reçues.

1914

Une des premières grèves massives et déclenchées par des femmes, la « grève des mininettes » qui réunit à Paris plus de 10 000 couturières grévistes.

1917

Droit de vote et d'éligibilité pour les femmes.

1920

Inscription du « Principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines » dans la Constitution.

1946

Germaine Poinso-Chapuis (MRP) devient la première femme nommée ministre de plein exercice.

1946

Création du ministère des Droits de La Femme avec Yvette Roudy comme ministre.

1947

Loi tendant « à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives » a imposé l'alternance stricte femmes-hommes sur les listes aux élections européennes et aux élections sénatoriales à la proportionnelle.

1981

Loi sur l'extension de la parité tendant « à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives » pour les communes de 1000 habitants et plus, dans le cadre des élections départementales, municipales et intercommunales.

1981

Fondation de la société « Le droit des femmes », premier groupe de suffragiste français, par Hubertine Auclert qui soutient le droit de vote pour les femmes.

1910

Création de la « Journée internationale des femmes », proposée par la féministe allemande Clara Zetkin, lors de la deuxième conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague. Ce sera une journée de manifestation annuelle qui se déroule tous les ans le 8 mars.

1920

Les femmes mariées peuvent adhérer à un syndicat sans autorisation de leur mari.

1936

Nomination de trois femmes à la fonction de sous-secrétaires d'État dans le gouvernement de Front populaire de Léon Blum.

1946

Premiers votes des femmes en avril pour les municipales et en octobre pour l'élection de la nouvelle Assemblée constituante.

1947

Arlette Laguiller (LO) est la première femme à se présenter à une élection présidentielle en France.

1981

Edith Cresson (PS) devient la seule femme nommée Premier ministre, pour un an, en remplacement de Michel Rocard.

1991

Ségolène Royal (PS) devient la première femme à accéder au second tour de l'élection présidentielle.

2007

Loi tendant « à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives » étend l'obligation de la stricte alternance femmes-hommes dans la composition des listes pour l'élection de l'exécutif des régions et des communes de 3 500 habitants et plus.

2013

Loi pour « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » qui repose sur l'égalité professionnelle, la lutte contre la précarité, la protection contre les violences, l'image des femmes dans les médias, la parité en politique et dans le milieu social et professionnel.

2014

Loi pour « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » qui repose sur l'égalité professionnelle, la lutte contre la précarité, la protection contre les violences, l'image des femmes dans les médias, la parité en politique et dans le milieu social et professionnel.

Exposition « Les femmes s'affichent » • DU 8 MARS AU 30 MARS 2022 • Collectif Ne Rougissez Pas !

Kakémono de dates marquantes sur la sphère civique et politique.



1920

Les femmes mariées peuvent adhérer à un syndicat sans autorisation de leur mari.

1936

Nomination de trois femmes à la fonction de sous-secrétaires d'État dans le gouvernement de Front populaire de Léon Blum.

1946

Premiers votes des femmes en avril pour les municipales et en octobre pour l'élection de la nouvelle Assemblée constituante.

1974

Arlette Laguiller (LO) est la première femme à se présenter à une élection présidentielle en France.

2007

Loi tendant « à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives » étend l'obligation de la stricte alternance femmes-hommes dans la composition des listes pour l'élection de l'exécutif des régions et des communes de 3 500 habitants et plus.

2013

Loi sur l'extension de la parité tendant « à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives » pour les communes de 1000 habitants et plus, dans le cadre des élections départementales, municipales et intercommunales.

2014

Loi pour « l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » qui repose sur l'égalité professionnelle, la lutte contre la précarité, la protection contre les violences, l'image des femmes dans les médias, la parité en politique et dans le milieu social et professionnel.

Mise en situation des

KAKÉMONOS



Mise en situation des

RESSOURCES ET PRODUCTIONS ARTISTIQUES



RESSOURCES ET PRODUCTIONS ARTISTIQUES

Affiches

Une dizaine d'affiches réalisées entre 2020 et 2021 par des groupes de femmes d'Ivry, dont certaines de la Maison de Quartier du Petit-Ivry, avec la technique du découpage et collage pour représenter des luttes féministes.



Calendrier

Un calendrier perpétuel réalisé par notre collectif, constitué des 12 mois de l'année et de pages annexes présentant toutes les dates recensées dans les kakémonos de l'exposition avec les 6 catégories : famille, politique, corps des femmes, protection, éducation et travail.

Vidéo

Une vidéo réalisée par notre collectif lors de la manifestation du 19 novembre 2022 à Paris. Elle met en valeur certains des collectifs, associations, mouvements féministes présents à la marche afin de promouvoir et de diffuser leurs revendications contre les violences sexistes et sexuelles.



Lien : <https://vimeo.com/manage/videos/805269778>

Jeu de cartes

Le jeu « Histoire et Luites des femmes » est composé de cartes, divisées en six thématiques : famille, protection, politique, corps, éducation et travail. Il est issu d'un long travail de recherches mené par notre collectif, autour des droits et luites des femmes en France. Nous avons souhaité créer un objet ludique pour rendre visible et faire connaître les avancées des droits des femmes, avec une perspective historique et didactique. Le but est simple : apprendre tout en s'amusant !

Le jeu est constitué d'une pochette de rangement sérigraphiée à la main, de 92 cartes et d'une notice du jeu avec un QR-code recensant toutes les dates classées suivant les catégories pour avoir un support pour apprendre.



Le jeu de cartes et le calendrier sont disponibles à la vente à La Tracterie ou sur notre boutique en ligne ETSY : le Fabricatoire

CONDITIONS ET INFORMATIONS DE LOCATION

Kakémonos



TARIF DE LOCATION

1^{re} semaine : 250,00 € TTC
Semaines suivantes : 150,00 € TTC

** Chaque location de l'exposition est comptabilisée en semaine, nous ne facturons pas à la journée.
** Ce prix est un coût fixe de location : que ce soit pour l'intégralité ou une partie des productions.*

Ressources et productions artistiques



TARIF DE LOCATION

1^{re} semaine : 100,00 € TTC
Semaines suivantes : 50,00 € TTC

** Chaque location de l'exposition est comptabilisée en semaine, nous ne facturons pas à la journée.
** Ce prix est un coût fixe de location : que ce soit pour l'intégralité ou une partie des productions.*

→ Conditions de location

Une convention de prêt de l'exposition sera établie entre les deux partenaires pour détailler les différentes conditions de la location. En louant cette exposition, vous vous engagez à ne pas dégrader les différents éléments du kit d'exposition et de le restituer son intégralité à la date convenue avec le collectif Ne Rougissez Pas !. Une caution sera encaissée, par le collectif, pour toutes dégradations du kit d'exposition, dont le montant sera convenu au moment de la signature de la convention.

Informations techniques

Pour les kakémonos :

La dimension de chaque kakémono est de 200 cm par 60 cm, ainsi pour exposer les 6 kakémonos, il faudrait environ 5 mètres de longueur (avec un espacement conseillé de 20 cm entre chaque kakémono). L'espace peut être linéaire, mais aussi décomposé en plusieurs espaces.

Pour l'accrochage, plusieurs solutions sont possibles comme sur des grilles d'exposition (avec des pinces sur des petits papiers blancs), sur des cimaises ou sur les murs directement (pâtes adhésives).

Pour les ressources :

- **Affiches** : les dimensions des affiches sont de 42 cm par 29,7 cm (format A3). Possibilité de les afficher sur grille d'exposition, sur les murs directement ou de les encadrer.
- **Calendrier** : pour présenter l'objet, il est préconisé de le poser sur une petite table, en mentionnant « exemplaire d'exposition ».
- **Jeu de cartes** : pour présenter l'objet, il est préconisé de le poser sur une petite table, en mentionnant « exemplaire d'exposition ».

- **Vidéo** : pour la diffusion, il vous faudra un petit matériel de projection type ordinateur ou tablette avec des écouteurs.

Nous restons à disposition pour tout conseil sur la mise en scénographie et les dispositifs d'accrochage des différents éléments.

Frais supplémentaires

Les frais de matériel d'accrochage, l'accrochage et le décrochage, les frais de transport et les frais de communication restent à la charge de l'organisateur de l'exposition. Toutefois, notre collectif peut effectuer ses prestations qui feront l'objet d'une facturation supplémentaire.

Contact

Si vous êtes intéressé·e pour la location de cette exposition, n'hésitez pas à nous contacter !

Personne référente : Léa Chantel
Téléphone : 06 71 40 21 22

Mail : nerougissezpas@gmail.com
Site : www.nerougissezpas.fr
Téléphone fixe : 09 54 51 94 38

